

International Law Studies—Volume 9

International Law Topics

The Declaration of London

The thoughts and opinions expressed are those of the authors and not necessarily of the U.S. Government,
the U.S. Department of the Navy or the Naval War College.

Chapitre VII.—DU CONVOI.

La pratique de convoi a, dans le passé, soulevé parfois de graves difficultés et même des conflits. Aussi peut-on constater avec satisfaction l'accord intervenu pour la régler.

ARTICLE 61.

Les navires neutres sous convoi de leur pavillon sont exempts de visite. Le commandant du convoi donne par écrit, à la demande du commandant d'un bâtiment de guerre belligérant, sur le caractère des navires et sur leur chargement, toutes informations que la visite servirait à obtenir.

Le principe posé est simple: un navire neutre convoyé par un navire de guerre de sa nation est exempt de visite. Le motif en est que le croiseur belligérant doit trouver dans les affirmations du commandant du convoi la garantie que lui procurerait l'exercice même du droit de visite; il ne peut, en effet, révoquer en doute ces affirmations, données par l'agent officiel d'un Gouvernement neutre, sans manquer à la courtoisie internationale. Si les Gouvernements neutres laissent les belligérants visiter les navires portant leur pavillon, c'est qu'ils ne veulent pas prendre la charge de la surveillance de ces navires, et qu'alors ils permettent aux belligérants de se protéger eux-mêmes. La situation change quand un Gouvernement neutre entend prendre cette charge; le droit de visite n'a plus la même raison d'être.

Mais il résulte de l'explication de la règle donnée pour le convoi que le Gouvernement neutre s'engage à donner aux belligérants toute garantie que les navires convoyés ne profitent pas de la protection qui leur est assurée pour agir contrairement à la neutralité—par exemple, pour transporter de la contrebande de guerre, pour fournir à un belligérant une assistance hostile, pour tenter de violer un blocus. Il faudra donc une surveillance sérieuse exercée au départ sur les navires devant être convoyés,

Chapter VII.—CONVOY.

The practice of convoy has, in the past, occasionally given rise to grave difficulties and even to conflicts. Therefore, there may be recorded with satisfaction the agreement reached for its regulation.

ARTICLE 61.

Neutral vessels under convoy of their national flag are exempt from search. The commander of a convoy gives, in writing, at the request of the commander of a belligerent ship of war, all information as to the character of the vessels and their cargoes, which could be obtained by visit and search.

The principle laid down is simple: a neutral vessel convoyed by a ship of war of her own nationality is exempt from visit and search. The reason for this is that the commander of the belligerent cruiser ought to find in the assurances of the commander of the convoy the guarantee that the exercise of the right of visit and search itself would afford; in fact, he cannot question the assurances given by the official representative of a neutral Government, without failing in international courtesy. If neutral Governments allow belligerents to visit and search vessels sailing under their flag, it is because they do not wish to assume the responsibility for the supervision of such vessels, and therefore allow belligerents to protect themselves. The situation changes when a neutral Government consents to assume that responsibility; the right of visit and search has no longer the same ground.

But it follows from the explanation of the rule given respecting convoy that the neutral Government undertakes to give the belligerents every guarantee that the vessels convoyed shall not take advantage of the protection which is accorded to them in order to do anything contrary to neutrality, for example, to carry contraband of war, to render unneutral service to the belligerent, to attempt to violate blockade. There is need, therefore, of a genuine supervision to be exercised from

et cette surveillance devra se poursuivre au cours du voyage. Le Gouvernement devra procéder avec vigilance pour empêcher tout abus du convoi, et il donnera en ce sens des instructions précises à l'officier chargé de commander un convoi.

Un croiseur belligérant recontre un convoi: il s'adresse au commandant de ce convoi, qui doit, sur sa demande, lui donner par écrit toutes les informations utiles sur les navires qui sont sous sa protection. On exige une déclaration écrite, parce qu'elle empêche les équivoques et les malentendus, qu'elle engage plus la responsabilité du commandant. Cette déclaration a pour but de rendre la visite inutile par le fait même qu'elle procure au croiseur les renseignements que la visite elle-même lui aurait fournis.

ARTICLE 62.

Si le commandant du bâtiment de guerre belligérant a lieu de soupçonner que la religion du commandant du convoi a été surprise, il lui communique ses soupçons. C'est au commandant du convoi seul qu'il appartient en ce cas de procéder à une vérification. Il doit constater le résultat de cette vérification par un procès-verbal dont une copie est remise à l'officier du bâtiment de guerre. Si des faits ainsi constatés justifient, dans l'opinion du commandant du convoi, la saisie d'un ou de plusieurs navires, la protection du convoi doit leur être retirée.

Le plus souvent le croiseur s'en tiendra à la déclaration que lui aura donnée le commandant du convoi, mais il peut avoir de sérieuses raisons de croire que la religion de ce commandant a été surprise, qu'un navire convoyé dont les papiers paraissent en règle, et ne présentent rien de suspect, transporte, en fait, de la contrebande adroitement dissimulée. Le croiseur peut communiquer ses soupçons au commandant du convoi. Une vérification

the outset over the vessels about to be convoyed, and that supervision should be continued throughout the voyage. The Government must act with vigilance so as to prevent all abuse of convoy, and will give to this end precise instructions to the officer placed in command of a convoy.

A belligerent cruiser encounters a convoy; she communicates with the commander of the convoy, who should, at her request, give in writing all relevant information respecting the vessels under his protection. A written declaration is required, because it prevents all ambiguities and misunderstandings, and because it binds more fully the responsibility of the commander. This declaration has for its aim to make visit and search unnecessary by the mere fact that this would afford to the cruiser the information which the visit and search itself would have supplied.

ARTICLE 62.

If the commander of the belligerent ship of war has reason to suspect that the confidence of the commander of the convoy has been abused, he communicates his suspicions to him. In such a case it is for the commander of the convoy alone to conduct an investigation. He must state the result of such investigation in a report, of which a copy is furnished to the officer of the ship of war. If, in the opinion of the commander of the convoy, the facts thus stated justify the capture of one or more vessels, the protection of the convoy must be withdrawn from such vessels.

Usually the commander of the cruiser will accept the declaration which the commander of the convoy will have given to him, but he may have serious grounds for thinking that the confidence of the commander has been betrayed, that a convoyed ship of which the papers are apparently regular and exhibit nothing suspicious is, in fact, carrying contraband cleverly concealed. The commander of cruiser may communicate his suspicions to the commander of the

peut être jugée nécessaire. Elle est faite par le commandant du convoi; c'est lui seul qui exerce l'autorité sur les navires placés sous sa protection. Il a paru toutefois qu'on éviterait souvent bien des difficultés, s'il était permis au belligérant d'assister à cette vérification; autrement il lui serait toujours possible de suspecter, sinon la bonne foi, du moins la vigilance ou la perspicacité du visiteur. Mais on n'a pas cru devoir imposer au commandant du convoi l'obligation de laisser l'officier du croiseur assister à la vérification. Il agira comme il le jugera bon: s'il accepte l'assistance d'un officier du croiseur, ce sera un acte de courtoisie ou de bonne politique. Il devra, dans tous les cas, dresser un procès-verbal de la vérification et en donner une copie à l'officier du croiseur.

Des divergences peuvent s'élever entre les deux officiers, spécialement à propos de la contrebande conditionnelle. Le caractère du port auquel sont destinés des blés peut être contesté; est-ce un port de commerce ordinaire? est-ce un port qui sert de base de ravitaillement pour les forces armées? La situation de fait produite par le convoi doit être, en ce cas, maintenue. Il pourra seulement y avoir une protestation de la part de l'officier du croiseur, et la difficulté sera réglée par la voie diplomatique.

La situation est tout autre si un navire convoyé est trouvé porteur de contrebande sans qu'une contestation puisse s'élever. Le navire n'a plus droit à la protection, parce que la condition à laquelle cette protection était subordonnée n'a pas été remplie. Il a trompé son propre Gouvernement d'abord et essayé de tromper un belligérant. Il doit alors être traité comme un navire de commerce neutre qui, dans les circonstances ordinaires, rencontre un croiseur belligérant et est visité par lui. Il ne peut se plaindre d'être ainsi traité rigoureusement, parce qu'il y a dans son cas une aggravation de la faute commise par un transporteur de contrebande.

convoy. An investigation may be considered necessary. It is made by the commander of the convoy; it is he alone who exercises authority over the vessels placed under his protection. It appeared, nevertheless, that much difficulty might often be avoided if the belligerent were allowed to be present at this investigation; otherwise he might still be able to suspect, if not the good faith, at least the vigilance and perspicacity of the one who makes the search. But it was not thought that an obligation to allow the officer of the cruiser to be present at the investigation should be imposed upon the commander of the convoy. He will act as he judges best; if he agrees to the presence of an officer of the cruiser, it will be as an act of courtesy or good policy. He must in every case make a report of the investigation and give a copy to the officer of the cruiser.

Differences may arise between the two officers, particularly in regard to conditional contraband. The character of a port to which grain is destined may be disputed. Is it an ordinary commercial port? Is it a port which serves as a base of supply for the armed forces? The situation in fact created by the convoy must in such a case prevail. There can be on the part of the officer of the cruiser only a protest, and the difficulty will be settled through the diplomatic channel.

The situation is altogether different if a convoyed vessel is found beyond the possibility of dispute to be carrying contraband. The vessel has no longer a right to protection, since the condition upon which such protection depends has not been fulfilled. She has deceived her own Government, and has tried to deceive the belligerent. She must therefore be treated as a neutral merchant vessel which, in the ordinary way encounters and is visited and searched by a belligerent cruiser. She cannot complain at being thus treated rigorously, since there is in her case an aggravation of the offence committed by a carrier of contraband.